

Le ralentissement de la croissance mondiale pousse le nombre des défaillances d'entreprises à la hausse

Prévisions macro-économiques de l'assureur-crédit Euler Hermes

- **La croissance mondiale n'excédera pas +2,5% en 2012, mais s'améliorera modérément à +2,9% en 2013.**
- **Après -0,4% en 2012, la zone euro devrait sortir de récession en 2013 (+0,8%).**
- **[Euler Hermes](#) prévoit un rebond des défaillances d'entreprises de +4% dans le monde en 2012.**

PARIS – le 13 août 2012 – Plombée par une dégradation de la conjoncture en Europe, et particulièrement dans les pays de sa périphérie, la croissance mondiale continue à décélérer légèrement en 2012 pour atteindre toutefois +2,5% (après +2,9% en 2011) selon les dernières estimations d'Euler Hermes. Les prévisions sont plus favorables pour 2013, avec +2,9% de croissance. Les perspectives seront assez hétérogènes selon les grandes zones géographiques (cf. graphique 1) et la contribution de la croissance des pays de l'OCDE, au ralenti, à la croissance mondiale ne devrait pas dépasser un tiers de celle-ci en 2012 et 2013. «*La résilience du commerce mondial est en soi une bonne nouvelle. Celui-ci devrait croître à un rythme de +4,3% en 2012, et de +5,7% en 2013. Aller chercher la croissance là où elle se trouve devient une priorité pour les entreprises* », dit [Wilfried Verstraete](#), **Président du Directoire d'Euler Hermes**.

Zone euro : « Que de temps perdu à gagner du temps »

La zone euro est attendue en récession sur 2012 (-0,4%) en raison d'une chute de l'activité dans les pays du Sud, une faiblesse de la croissance dans le reste de la zone au deuxième trimestre notamment plombée par la dégradation de la conjoncture en Grèce, en Espagne et en Italie. Les autres pays de l'Union Européenne, notamment le Royaume-Uni, mais aussi une grande partie des pays d'Europe de l'Est devraient aussi voir leur croissance décélérer, payant le prix d'une demande à l'export moins dynamique. « *Le risque majeur reste celui de la non-résolution de la crise en zone euro; le stress financier et la dégradation des balances commerciales fait perdre tous les deux mois 0,1 point de croissance en zone euro et, par ricochet, 0,1 point tous les semestres dans le monde* » explique **Ludovic Subran, Chef économiste** d'Euler Hermes. En 2013, Euler Hermes table sur une sortie timide de crise à +0,8% en zone euro, avec au sud des récessions qui se prolongent (Portugal -0,2%, Espagne, -0,5%, Italie -0,1%, Grèce -1%), et une très légère reprise au nord (France +0,9%, Allemagne +1,7%, Pays-Bas +0,8%, Belgique +1%).

Amérique du Nord : Croissance limitée

Aux Etats-Unis et au Canada la croissance du PIB devrait atteindre +2% en 2012, et +2% et +2,3% respectivement en 2013. L'économie américaine continue d'avancer en trébuchant. La consommation des ménages résiste malgré un chômage élevé et une croissance lente des revenus. Les investissements et les bénéfices des entreprises devraient continuer à fléchir.

Les pays émergents sauvent-ils vraiment les meubles ?

Si les pays émergents ralentissent indéniablement, ils font tout de même preuve de résilience, puisqu'ils bénéficient de politiques macroéconomiques encore mobilisables. Les BRIC, contributeurs émergents majeurs, disposent notamment de marges de manœuvre monétaires et budgétaires. Ainsi, les banques centrales chinoise, indienne et brésilienne ont desserré leurs politiques monétaires face au ralentissement de la demande mondiale. Les vannes budgétaires sont globalement mobilisables notamment en Chine où un certain nombre de mesures (soutien à l'automobile et la sidérurgie) ont été annoncées en mai, en Russie où le programme budgétaire prévoit une hausse des dépenses

publiques (mesures de soutien aux employés du gouvernement et une frange du secteur privée, augmentation des bourses étudiantes).

Au sein des pays émergents, les BRIC, hormis la Russie qui a profité d'un prix du pétrolé élevé au premier trimestre, enregistrent un ralentissement. Les rythmes annuels sont à ce titre révélateur. La croissance chinoise a décéléré à +8,1% a/a au premier trimestre (contre +9,2% précédemment), celle du Brésil à +0,7% (contre +1,4%) et l'Inde à +5,3% (contre +6,1%, la croissance la plus faible sur les neuf dernières années).

Défaillances d'entreprises : L'effet de second tour du ralentissement économique

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'Indice Global des Défaillances (IGD) d'Euler Hermes qui synthétise l'évolution des défaillances d'entreprises dans le monde devrait connaître un rebond de +4%. Il s'agit là d'un retournement de tendance après une baisse des défaillances en 2010-2011.

Tandis que la tendance devrait encore rester baissière en 2012 pour le **continent américain** (-9%), malgré un net rebond au Brésil, mais à un rythme en retrait par rapport à l'année précédente (-15%), toutes les autres régions s'orientent vers une hausse des défaillances. Celle-ci restera limitée en **Asie** (+4% après -6% en 2011). En revanche, la progression des faillites serait à nouveau majeure pour les **pays méditerranéens** (+20% après +16% en 2011) qui, pris ensemble, afficheront une sinistralité record après cinq années consécutives d'envolée des faillites. Le **reste de l'Europe** ne sera pas épargné (+7% pour la région Europe du nord, +4% pour la France et +1% pour l'ensemble Allemagne-Autriche-Suisse), amenant une contre-performance pour l'ensemble de la zone euro (+14%).

Au total, la sinistralité globale de l'année 2012 sera à nouveau très supérieure au point bas de 2007, sans pour autant renouer avec le niveau record de 2009. Pour l'ensemble des pays de l'échantillon Euler Hermes (qui représentent 86% du PIB mondial), cela représenteraient plus de 331 500 défaillances, contre 345 800 en 2009 (dernier pic) et seulement 250 000 en 2007 (dernier point bas).

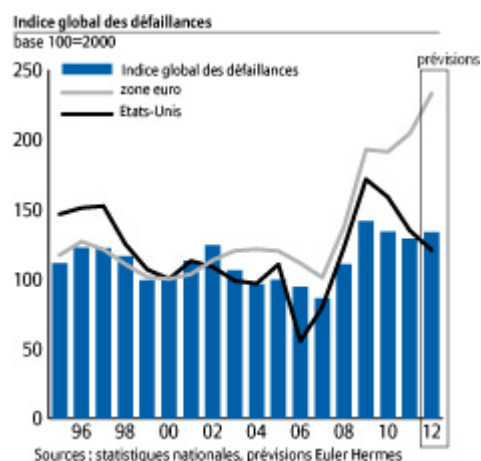
« Ces dynamiques rappellent d'une part qu'un seuil minimum de croissance est nécessaire pour afficher des défaillances en baisse ; et d'autre part qu'il existe un laps de temps incompressible entre une décision de politique économique et ses impacts sur l'économie réelle. A ce titre, le ralentissement de l'économie mondiale ainsi que le calendrier et l'ampleur des différentes mesures de politiques budgétaire et monétaire à travers le monde ne suggèrent aucune amélioration d'ensemble à court terme sur le front des défaillances d'entreprises. Le tissu industriel est en danger et le reconstruire prendra du temps », conclut Ludovic Subran.

Annexe : Graphiques

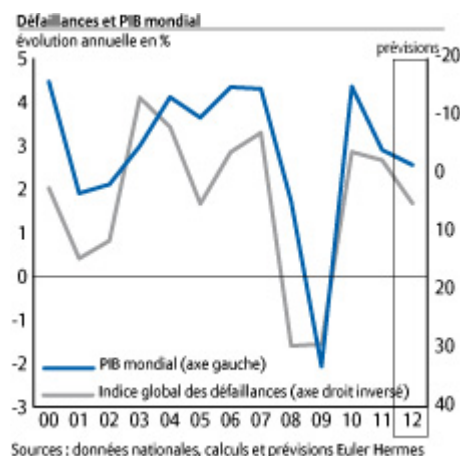
1. Evolution du commerce mondial de biens et services (1998-2013)



2. Indice Global des Défaillances Euler Hermes (1995-2012)



3. Défaillances et Produit Intérieur Brut mondial (2000-2012)



4. Indice Global des Défaillances (IGD) Euler Hermes : Statistiques par pays

Pays	% PIB mondial	% IGD	Δ IGD 2011	Prév. 2012
Allemagne	6,3	7,3	-6%	0%
Australie	1,7	2	9%	10%
Autriche	0,7	0,8	-8%	4%
Belgique	0,9	1	7%	8%
Bésil	2,7	3,2	-6%	28%
Canada	2,6	3	-11%	0%
Chine	7,5	8,7	-18%	-1%
Corée (du Sud)	1,6	1,9	-13%	3%
Danemark	0,6	0,7	-15%	-1%
Espagne	2,8	3,2	17%	20%
Etats-Unis	24,6	28,6	-15%	-10%
Finlande	0,5	0,5	1%	0%
France	4,9	5,7	-3%	4%
Grèce	0,6	0,7	33%	30%
Hong Kong	0,4	0,4	-24%	2%
Hongrie	0,3	0,3	12%	16%
Irlande	0,5	0,5	7%	10%
Italie	4	4,6	7%	12%
Japon	8,5	9,8	-4%	1%
Lituanie	0,1	0,1	-22%	-8%
Luxembourg	0,1	0,1	5%	10%
Norvège	0,8	0,9	-2%	-4%
Pays-Bas	1,5	1,8	-1%	25%
Pologne	0,9	1,1	7%	15%
Portugal	0,4	0,5	19%	50%
République slovaque	0,2	0,2	12%	5%
République tchèque	0,4	0,4	11%	5%
Royaume-Uni	4,6	5,4	4%	0%
Russie	2,9	3,4	-20%	5%
Singapour	0,3	0,4	-20%	13%
Suède	0,8	1	-4%	6%
Suisse	0,8	1	6%	3%
Taiwan	0,7	0,8	-4%	9%

Sources : chiffres nationaux, prévisions Euler Hermes

Contacts pour plus d'informations

Le Bulletin Economique complet d'Euler Hermes est disponible sur demande.

Relations Médias Groupe Euler Hermes

Bettina Sattler – +33 (0)1 84 11 61 41

bettina.sattler@eulerhermes.com

Ogilvy Public Relations

Lorenzo Ricci – +33 (0)1 5367 1283

lorenzo.ricci@ogilvy.com

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,27 milliards d'euros en 2011.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.com

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.